

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3032
11 septembre 2026
1,50 € • DOM : 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Contre les discours propatronaux, **les exigences des travailleurs !**



Allemagne

Le danger de l'extrême droite

Page 8

Rentrée scolaire

Rien ne va !

Pages 6 et 7



Meeting

Samedi
26 septembre
à 15 heures

Salle de la Mutualité à Paris

Leur société

- 11 novembre : célébrer le massacre ou ceux qui l'ont combattu ? 3
- Mandon au Medef 3
- Roussel 2027 : parler aux travailleurs, mais de quoi ? 4
- Prix alimentaires : la grande distribution se sucre 4
- Agriculture : le gouvernement arrose les gros propriétaires 5
- Budget : fuite révélatrice 5
- McKinsey : les conseillers ne sont pas les payeurs 5
- Rentrée scolaire : toujours pas le compte 6
- Lycée – Lyon : en grève 6
- Handicap : l'art macronien de l'esbroufe 6
- Écoles : même quelques sous, c'est encore trop 7
- Logement étudiant 7
- Les étudiants étrangers discriminés 7
- Lycée Paul-Éluard Saint-Denis 7
- Bardella – Farage : à raciste, raciste et demi 11
- Sur BFM : exploiteur et fier de l'être 11
- Police : bavure mortelle dans l'Oise 11
- Arrêts maladie : une offensive sans arrêt 12
- Loi contre les violences sexuelles 12
- Eau contaminée 12
- Pompiers : en colère 16

Dans le monde

- Allemagne : dangereuse montée de l'extrême droite 8
- Volkswagen, destruction massive d'emplois 8
- Ukraine : quelle désescalade ? 9
- Italie : Meloni, un bon bilan... pour le patronat 9
- Tunisie : l'Europe sous-traite la chasse aux migrants 10
- Les prisons de Kaïs Sayed 10
- Ceuta : violence contre les migrants 10
- Yémen : onze ans de guerre 16
- Naufrage dans la Manche : les grands absents du procès 16

Dans les entreprises

- Hôpitaux Sud Oise 13
- Hôpital Meulan – Les Mureaux 13
- Transports urbains Clermont-Ferrand 13
- Renault – Flins 14
- ID Logistics – Cestas 14
- Tour Eiffel 14
- Marionnaud 15
- Industries électriques et gazières 15

Agenda

- Meeting et fêtes 3

Présidentielle

- Soutenez la campagne de Nathalie Arthaud ! 3
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 3

Face aux mensonges patronaux, affirmer les intérêts des travailleurs !

La campagne présidentielle est partout. Les meetings se multiplient et les déclarations des uns et des autres s'enchaînent. Mais qui donne le ton ? Le Medef, le grand patronat !

Ce sont les idées patronales qui reviennent en boucle dans les interviews et débats. « *Il y a trop d'impôts et de charges* », « *Pour réduire la dette, il faut baisser les dépenses sociales* », « *Le régime des retraites est intenable* », « *Il faut travailler plus* » sont autant d'affirmations présentées comme des vérités indiscutables.

Tout est fait pour convaincre les travailleuses et les travailleurs qu'ils vont devoir faire des sacrifices car il serait impossible de toucher au grand patronat et aux plus riches. Cela, c'est bien sûr la politique de Macron et du gouvernement, mais c'est aussi celle de la plupart des candidats à la présidentielle. Il ne faut pas marcher dans la propagande, les sacrifices doivent changer de camp.

Qui paye, en proportion, le plus d'impôts ? Pas les millionnaires, pas les actionnaires et riches spéculateurs, mais ceux qui n'ont que leur salaire, leur allocation ou leur retraite pour vivre et sont forcés, même quand ils gagnent très peu, de payer la TVA à chacune de leurs dépenses !

Qui croule sous les charges ? Pas les grandes entreprises, puisque les groupes du CAC 40 annoncent des profits en hausse de 40 % malgré les guerres, l'inflation et les rivalités internationales. En revanche, les charges explosent pour les classes populaires parce qu'on paye son loyer, son électricité, son gaz et son carburant toujours plus cher, alors que le salaire ne suit pas.

Il faudrait travailler plus ? Mais le grand patronat ne cesse de supprimer des emplois. Rien que dans les Yvelines, la direction de Stellantis a annoncé, en avril dernier, la fermeture de la dernière usine d'assemblage automobile de la région parisienne, à Poissy. Et, début septembre, celle de Renault a renoncé à l'investissement censé assurer un avenir au site de Flins, ce qui laisse craindre sa fermeture.

Comme les ouvriers de Stellantis ou de Renault, des dizaines de milliers de salariés doivent se battre contre le grand patronat pour tenter de sauver leur emploi qui est leur seul gagne-pain. Non, le patronat n'est certainement pas le créateur d'emplois qu'il prétend être, mais le plus grand fabricant de chômage.

Où doivent aller les profits des entreprises, sinon aux travailleurs qui les ont sués ? En prenant sur les profits, bien sûr que l'on peut augmenter les salaires et assurer un smic à 2 200 euros net.

En prenant sur les profits, il serait possible aussi, dans des groupes capitalistes comme Renault ou Stellantis, de répartir le travail entre tous leurs salariés et intérimaires, qui sont pris et jetés comme des kleenex. Il serait possible

d'alléger les cadences et les horaires. L'objectif ne doit pas être de travailler plus, mais de travailler tous.

Les « dépenses sociales », nous dit-on, seraient devenues insupportables. Mais il s'agit de nos retraites, de notre accès à la santé, des aides à l'éducation de nos enfants, des allocations avec lesquelles on survit en cas de handicap, de longue maladie ou d'accident grave... Pour le patronat, ce sont des dépenses, mais pour nous, il s'agit de nos droits minimaux. Ces droits ne sont pas un cadeau mais le fruit de notre travail, et le progrès serait de les augmenter.

Quand les profits engraisent des familles de milliardaires et d'héritiers comme les Peugeot, les Agnelli, les Arnault, les Mulliez, les Saadé, cela ne fait que rajouter des milliards à une montagne de milliards. Et surtout, cela renforce le pouvoir de la bourgeoisie sur toute la société.

Que fait cette bourgeoisie du pouvoir que lui confèrent ses capitaux ? Elle transforme l'économie en casino, exploite et pille les pays pauvres de la planète. Elle fait de la terre un monde invivable, où les catastrophes climatiques s'ajoutent aux guerres, alors que les moyens de faire progresser toute l'humanité n'ont jamais été aussi importants.

Il n'y a pas d'illusion à se faire. Concilier les intérêts des travailleurs et de la bourgeoisie est impossible. Sans lui rendre les coups qu'elle nous inflige et sans l'affronter vraiment, le monde du travail ne fera pas respecter son droit à une vie digne, et il sera impossible d'assurer un avenir à l'humanité. C'est pour affirmer cela que je suis une nouvelle fois candidate à la présidentielle. Le camp des travailleurs doit se faire entendre et contester aux capitalistes leur droit à diriger la société !

Nathalie Arthaud



Le 1er mai 2026 à Paris.

11 novembre : célébrer le massacre ou ceux qui l'ont combattu ?

À compter de cette année, l'Éducation nationale exige qu'une cérémonie de commémoration du 11 Novembre, jour officiel de la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918) soit organisée dans chaque école élémentaire, collège et lycée du pays.



À Péronne « La Picardie maudissant la guerre »

Pour ce faire, le gouvernement a baptisé cette journée : « Commémoration de la victoire et de la paix, hommage à tous les « Morts pour la France » », rendant obligatoires une minute de silence et le chant de *La Marseillaise* et conseillant vivement le dépôt d'une gerbe de fleurs, la tenue de discours et autres simagrées.

« Morts pour la France », les millions de soldats qui ont perdu la vie dans la boue des tranchées de cette guerre ? Et les presque autant de civils morts des suites des privations,

maladies, bombardements et massacres ? Certainement pas : la guerre que le gouvernement veut obliger les jeunes, et bien sûr le personnel enseignant, à célébrer, avait pour cause la volonté des puissances impérialistes, dont la France, de se repartager le monde, et donc les colonies, les marchés, les ressources et les populations.

C'est bien sûr une opération de propagande assez grossière, comme il y en eut tant avant 1914, dans tous les pays qui se préparaient à envoyer à la mort leur

jeunesse. La « classe 14 », c'est-à-dire la génération qui avait 20 ans en 1914, abreuvée de discours sur la nécessité de défendre la patrie et la liberté, fut d'ailleurs celle qui paya le plus lourd tribut à la guerre : un jeune sur cinq, voire sur quatre, y laissa la vie. C'est à propos d'elle qu'Anatole France écrivit : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels. »

En choisissant la référence à la grande boucherie de 14-18, les dirigeants savent ce qu'ils font. Ils veulent accoutumer les esprits à l'idée d'une guerre et préparer la jeunesse à se sacrifier dans un prochain conflit impérialiste. Et, quoi qu'ils racontent aujourd'hui, les enjeux seront les mêmes : il ne s'agira nullement de défendre les populations, mais d'enrichir les capitalistes et de défendre leur droit de dominer des régions et des peuples.

Il y eut des opposants à la guerre de 14-18 et à cette saignée de toute une génération dans les tranchées. Des militants la combattirent et préparèrent la révolution, seul moyen d'en finir avec la guerre. La fin de cette première guerre impérialiste vit exploser la plus grande vague révolutionnaire du vingtième siècle.

C'est à ces combattants contre les guerres et leurs responsables qu'il faut rendre hommage... et il faut surtout s'inspirer de leurs idées.

Marlène Stanis

Mandon au Medef : qui veut le profit prépare la guerre

L'offre de service au grand patronat de sept candidats à l'élection présidentielle, le 27 août à l'université du Medef, en a occulté une autre, tout aussi consensuelle, qui s'était déroulée la veille : celle de Thierry Mandon, chef d'état-major des armées.

Sous l'œil ravi de Trapier, le PDG de Dassault, le général a dit la confiance qu'il met dans l'industrie française pour être au rendez-vous d'une guerre généralisée, qu'il annonce pour la fin de la décennie. Les armes les plus performantes, les hommes les plus compétents, les entreprises les plus productives ne sont-ils pas l'apanage de la France éternelle ?

Mandon est tombé d'accord avec les représentants du grand patronat sur le fait que l'État impose encore trop de normes aux industriels et que ces derniers doivent être libérés de toute entrave. Il leur a simplement demandé de bien vouloir comprendre les besoins du nombreux corps de réservistes et donc de libérer les hommes le

temps de leurs périodes militaires.

Le PDG de Dassault, au nom de tous ses confrères, a assuré le général du fait que les « entreprises sont patriotes derrière leur armée ». Elles le peuvent en effet, le budget militaire a doublé, les commandes explosent et les bénéfices de Dassault, Thales, MDBA, Airbus, DCNS et tous leurs collègues marchands d'armes sont rutilants. Ils suffiraient à rénover toutes les écoles et à équiper toutes les casernes de pompiers...

Quant à ceux qui n'ont que leur vie à donner à l'ogre militariste et qui évidemment ne fréquentent pas le Medef, Mandon les avait déjà prévenus au Congrès des maires de novembre 2025 : ils doivent être prêts à sacrifier leurs enfants.

Paul Galois



Fêtes de Lutte ouvrière

Nantes

Samedi 19 septembre
de 16 heures à minuit
Débat à 18 heures
avec Nathalie Arthaud

Lyon

Samedi 26 septembre
à partir de 17 heures
et dimanche 27
à partir de 11 h 30
Débat avec
Nathalie Arthaud
dimanche à 15 h

Bourges

Samedi 26 septembre
de 14 heures à minuit

Lille

Samedi 26 septembre
à partir de 14 heures

Rennes

Samedi 3 octobre
à partir de 15 heures
Débat à 15 heures
avec Nathalie Arthaud

Suivez la campagne



- X (@n_arthaud)
- Instagram (nathalie_arthaud_lo)
- Facebook (nathaliearthaud)
- YouTube (n_arthaud) et
- TikTok (nathaliearthaud)

Meeting avec Nathalie Arthaud

Samedi 26 septembre

Salle de la Mutualité
à Paris à 15 heures

5, rue Saint-Victor
Métro Maubert-Mutualité
Entrée libre



Roussel 2027 : parler aux travailleurs, mais de quoi ?

Dimanche 6 septembre, les militants du PCF se sont prononcés pour une candidature de leur parti à l'élection présidentielle en la personne de leur dirigeant national, Fabien Roussel.

La question posée aux militants, et que certains posent encore, est celle de l'utilité d'une candidature du PCF, quand la seule perspective est d'avoir un candidat « de gauche », Mélenchon évidemment, qui puisse être opposé à Le Pen au deuxième tour. À cela, Fabien Roussel et la majorité des militants répondent que le PCF ne va pas diviser la gauche mais, au contraire, augmenter son influence. Et de dire qu'il faut s'adresser aux travailleurs qui ne votent plus et à ceux qui se fourvoient en votant RN, sous-entendant assez justement que ce n'est pas ce que fait LFI.

Ce langage ne peut qu'aller droit au cœur des militants des villes ouvrières où le PCF était naguère influent voire majoritaire, mais où les habitants des cités populaires ne vont plus voter, quand ils ne votent pas à l'extrême droite. Il touchera aussi les militants ouvriers des usines de ces mêmes villes et régions qui entendent jour après jour certains de leurs collègues de travail évoluer vers le

vote Le Pen et, de plus en plus, s'en faire les propagandistes. C'est, en effet, pour l'ensemble des militants ouvriers, une nécessité urgente que de travailler à reconquérir le terrain perdu devant la montée de l'indifférence et des idées réactionnaires, qui ne se bornent pas d'ailleurs aux sornettes lepenistes.

Mais le moins qu'on puisse dire est que la direction du PCF n'aide pas les militants dans cette direction. En effet, non seulement elle ne reconnaît pas sa responsabilité dans la situation actuelle, mais elle propose de recommencer la même politique, avec le même vocabulaire, les mêmes illusions et la même perspective purement électorale qui ont été bien incapables d'arrêter la démolition et la croissance du RN en terre ouvrière, quand ils ne les ont pas suscitées. Par exemple, Roussel et ses porte-parole disent d'avance que les voix nouvelles qu'ils comptent conquérir se reporteront automatiquement au deuxième tour pour faire barrage à Le Pen, donc

poursuivre une politique de rabatteur électoral qui les a fait descendre marche après marche jusqu'à faire voter Chirac et Macron. De même, Roussel prétend parler aux « travailleurs » et mettre en avant leurs problèmes, mais tient à s'adresser aux « Français », comme s'il avait quelque chose à dire au citoyen français Bernard Arnault et rien à proposer à l'ouvrier immigré. Les discours, les écrits de la direction du PCF sont infectés par ce poison patriotique, qui revient à appeler les opprimés à se ranger derrière l'État et la classe dominante. Et tout cela tend à se réduire à cette question de plus en plus délicate et dérisoire : avec qui faut-il s'allier pour conserver quelques positions du PCF ?

Pourtant, après avoir dit le premier mot « reconquérir les travailleurs », les militants ouvriers du PCF pourraient s'interroger sur le deuxième, « avec quel programme ? » Dans la situation actuelle, plus que jamais, on ne peut s'adresser utilement aux travailleurs que sur la base des idées de la lutte de classe révolutionnaire.

Paul Galois

Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité

Les vendredi 11, samedi 12 et dimanche 13 septembre, Lutte ouvrière tiendra un stand à la Fête de l'Humanité sur le site de la base 217 au Plessis-Pâté près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne. Il sera situé rues Elsa-Triolet et Louis-Aragon, non loin de la scène Zebrock - Nina Simone.

Plusieurs débats seront organisés :

- **Avec Nathalie Arthaud** samedi à 19 heures et dimanche à 14 h 30, sur le thème : « 2027, une candidate communiste révolutionnaire ! »

- **Avec Jean-Pierre Mercier** samedi à 16 heures sur le thème : « Quelle politique nécessaire au camp des travailleurs ».

Plusieurs débats porteront sur l'actualité du marxisme :

- **Vendredi à 19 h 30 :** le trotskysme
- **Samedi à 12 heures :** l'analyse marxiste de l'histoire
- **Samedi à 14 h 30 :** sur le thème : « Salaires, prix et profits »
- **Dimanche à 12 heures :** sur l'impérialisme
- **Dimanche à 17 heures :** sur l'État et la révolution

Samedi soir à 21 h 30 : venez chanter les chants révolutionnaires

Sans oublier une librairie avec les publications de Lutte ouvrière, des ouvrages sur le mouvement ouvrier et des livres d'occasion.



Prix alimentaires : la grande distribution se sucre

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, a appelé le 5 septembre les consommateurs à accepter une hausse des prix alimentaires.

Il s'agirait, selon ce grand patron, de soutenir l'agriculture alors que celle-ci a sévèrement pâti de la canicule cet été.

Il est certain que les conséquences de la crise climatique sont catastrophiques pour la production agricole. Les récoltes sont

moins fournies, les fruits et légumes plus petits. Mais en laissant entendre qu'une hausse des prix serait un acte de solidarité avec les petits agriculteurs, Arnaud Rousseau se moque du monde. Lui-même affirme que, sur une boîte de haricots verts de 440 grammes vendue 2,50 euros, moins de 13 centimes seraient reversés aux agriculteurs, le reste étant réparti entre les autres acteurs de la chaîne, coopératives, transporteurs, industriels et distributeurs. Alors à qui profiterait une hausse des prix ? Eh bien, notamment, à des profiteurs comme lui : Arnaud Rousseau n'a rien d'un agriculteur ; il est à la tête, entre autres, du groupe Avril, qui se charge de transformer la production agricole en milliards de profits...

Parmi les profiteurs, il y a aussi toute la chaîne de distribution. En mai dernier, un rapport du Sénat pointait les marges des distributeurs, accusés de pratiques « prédatrices ». Selon ce rapport, sur 100 euros d'achats alimentaires, 8 vont aux agriculteurs, 14 aux industriels, 35 aux importations et 40 à la distribution. Même quand les distributeurs font des opérations dites à prix coûtant, c'est aux producteurs qu'ils imposent de baisser leurs prix, comme l'a rapporté la presse, après que l'opération promotionnelle de l'enseigne U sur les tomates a été annulée car les producteurs auraient vendu à perte.

Des milliers de capitalistes s'enrichissent du travail des agriculteurs. Avec la crise agricole, il est

certain qu'ils chercheront à en faire supporter les conséquences aux agriculteurs, déjà étranglés, et aux consommateurs. En juillet, l'association Familles rurales a démontré que les prix des légumes frais ont déjà doublé en dix ans et augmenté de 10 % entre 2025 et 2026. Pour une famille de quatre personnes, le coût mensuel atteint en moyenne 162 euros, et peut grimper à 262 euros pour une consommation bio.

Dans cette société, les petits agriculteurs sont condamnés à la faillite, pressurés par toute la filière, et les familles populaires amenées à se serrer la ceinture. Ces intermédiaires qui s'enrichissent sur les uns comme sur les autres ne méritent que d'être expropriés.

Serge Benham



Agriculture : le gouvernement arrose les gros

Vendredi 4 septembre, la ministre Annie Genevard a annoncé un plan d'un milliard d'euros pour l'agriculture. À peine connu, ce plan est déjà critiqué de toutes parts.

La principale inquiétude à la sortie de l'été est le manque de fourrage. En effet, du fait des prairies desséchées, les éleveurs ont souvent dû entamer les réserves prévues pour l'hiver prochain. La récolte du maïs destiné à nourrir les animaux a souvent commencé avec un mois d'avance. La baisse des rendements est estimée entre 15 et 30 %.

Bon nombre d'agriculteurs se demandent comment ils vont pouvoir nourrir tous leurs animaux. Certains vont devoir en vendre une partie. Pour d'autres, qui étaient déjà en difficulté, c'est le coup de trop et ils se posent la question d'arrêter l'élevage ou même de vendre leur exploitation.

Les mesures annoncées par le gouvernement ne changeront rien pour ces petites exploitations qui sont menacées aujourd'hui. Le gouvernement prévoit

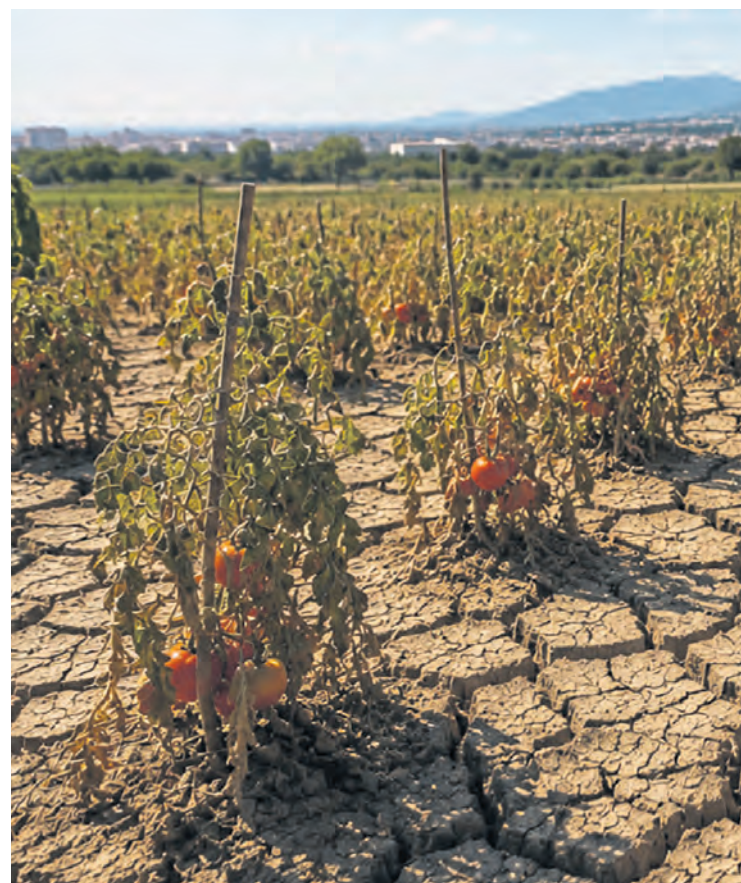
500 millions d'euros pour indemniser les pertes. Mais le dispositif sera plus favorable aux exploitants qui ont souscrit une « assurance récolte », ce qui ne concerne que 20 % d'entre eux. Comme pour l'ensemble de la population, il est très difficile aussi pour eux de se faire rembourser par les assurances privées qui gèrent de telles assurances, et peu en ont donc souscrit.

Une baisse de la taxe foncière de 330 millions d'euros favorisera les plus gros agriculteurs car cette aide sera proportionnelle aux hectares détenus et réservée à ceux qui sont propriétaires de leurs terres, alors qu'aujourd'hui plus de 60 % des terres sont exploitées en location. De la même manière, l'allègement de cotisations à la Mutualité sociale agricole (MSA) concernera en premier lieu ceux qui dégagent déjà beaucoup de bénéfices.

Le gouvernement a aussi inventé le « fonds de réarmement agricole », qui comprend une enveloppe de 235 millions d'euros gérée par les préfets. Mais personne ne sait encore comment sera répartie cette somme.

La FNSEA, qui est le principal syndicat de patrons agricoles, et la Coordination rurale, proche de l'extrême droite, réclament des aides en proportion des pertes de chiffre d'affaires, qu'ils estiment à 10 milliards d'euros, ce qui favoriserait directement les agriculteurs à la tête des plus grosses structures. La Confédération paysanne réclame, de son côté, 5 000 euros par personne travaillant dans les exploitations. Même si cette proposition est un peu plus égalitaire, elle ne dit pas qui doit payer. Pour l'instant, aucun de ces syndicats n'annonce d'actions, car ils jouent la carte de la négociation avec le gouvernement.

Face à la crise, le gouvernement et des syndicalistes agricoles appellent les consommateurs, autrement



Tomates brûlées dans les Alpes-Maritimes.

dit les travailleurs et les classes populaires, à faire preuve de « solidarité », en payant leur alimentation plus cher. Mais les prix des fruits et légumes ont déjà augmenté de 13 % pendant l'été. Depuis des années, les patrons de la transformation et de la grande distribution ont augmenté leurs

marges au détriment des producteurs et des consommateurs. Il faut que ce soit ces grands patrons, ainsi que ceux des banques, qui mettent la main à la poche pour assurer un revenu correct aux agriculteurs et de quoi faire face à la crise actuelle.

Sébastien Janais

Budget : une fuite révélatrice

À quelques semaines de la présentation des budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, une nouvelle piste a fuité dans la presse : il s'agirait d'augmenter les prélèvements sociaux sur l'intéressement, la participation et les abondements des entreprises aux plans d'épargne salariale.

Jusqu'à un milliard d'euros pourrait être ainsi récupéré pour la Sécurité sociale. Le gouvernement a rapidement démenti vouloir appliquer une telle mesure et même menacé de saisir la justice sur les conditions de la fuite. Pourtant, depuis cet été, les idées du même genre ne manquent pas. Un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), commandé par le gouvernement, propose 4,2 milliards d'euros d'économies sur les aides aux familles. Ce serait par exemple réduire les allocations de davantage de foyers, supprimer les APL concernant 200 000 étudiants, ou la réduction

d'impôt pour frais de scolarité, ou encore remplacer par un forfait la majoration de pension des parents de trois enfants. Bercy a aussi envisagé de ponctionner jusqu'à 2 milliards dans les caisses de l'Unédic.

Toutes ces pistes ne seront peut-être pas retenues, mais les laisser circuler permet de préparer les esprits et de tester les réactions. Lecornu a d'ailleurs expliqué préférer « cinquante petites décisions » à quelques grandes mesures qu'il juge plus difficiles à faire adopter par le Parlement.

Certaines de ces « petites décisions » sont déjà défendues par le gouvernement, et elles sont loin d'être petites pour ceux qui devront

les payer. Il envisage de ne plus indexer complètement sur l'inflation les pensions de retraite au-dessus d'un montant encore à déterminer. Dans la santé, il a mis sur la table une hausse des franchises et de nouveaux transferts de remboursements de la Sécurité sociale vers les mutuelles. Les premiers arbitrages du budget de l'État prévoient déjà 2,8 milliards d'euros de crédits en moins pour le travail et l'emploi.

Salaires, retraites, remboursements de soins, indemnisation du chômage, allocations ou services publics : le gouvernement cherche tout ce qu'il peut reprendre à la population laborieuse. Mises bout à bout, les « cinquante petites décisions » de Lecornu s'annoncent comme cinquante nuances d'une même attaque contre les classes populaires.

Claire Dunois



McKinsey : les conseillers ne sont pas les payeurs

Le Parquet national financier a fait saisir 65 millions d'euros sur les comptes belges du cabinet de conseil américain McKinsey. Cette société est visée par une enquête pour fraude fiscale en France, et les procureurs des deux pays ont jugé prudent de ne pas attendre le verdict pour s'assurer de cette somme à titre conservatoire.

La justice avait soulevé ce lièvre dans le prolongement d'une commission d'enquête sénatoriale. Des sénateurs s'étaient inquiétés de la tendance de Macron à favoriser les cabinets de conseils

privés comme McKinsey. Un milliard d'euros étaient dépensés pour savoir où sabrer dans la dépense publique alors que des hauts fonctionnaires ou des élus comme eux auraient pu s'en charger à moindre coût. Cela leur restait en travers de la gorge, de la concurrence déloyale en quelque sorte. Il s'est avéré au fil des perquisitions et des auditions de témoins que McKinsey ne payait pas d'impôts en France.

Ce genre de cabinet applique d'abord ses conseils à lui-même, même un Macron devait le savoir...

Daniel Mescla

Rentrée scolaire : toujours pas le compte

Loin des discours satisfaits du ministre de l'Éducation nationale, la rentrée scolaire est une nouvelle fois marquée par le sous-effectif.

Dans 69 % des établissements scolaires, il manque des AESH, les accompagnants d'élèves en situation de handicap, des psychologues scolaires, des surveillants, des enseignants, ou des infirmières... On peut mesurer ce que valent les prétendues préoccupations du gouvernement sur la santé des jeunes, alors que chaque infirmière s'occupe de milliers de jeunes et que les médecins sont devenus une espèce rare. La « priorité nationale » sur la santé mentale est une vaste blague. Dans les CMP, centres médico-psychologiques, consacrés à l'accueil des enfants et des adolescents, il faut souvent attendre plus de trois mois avant d'obtenir

un rendez-vous, parfois plus dans certaines régions. Reste le cadre scolaire pour repérer et s'occuper des problèmes, grands et petits, des enfants et des adolescents, mais les adultes ne sont absolument pas assez nombreux pour les entourer correctement.

Quant au handicap, c'est le même problème : 17 % des établissements n'ont pas tous les AESH dont ils ont besoin – le chiffre monte même à 30 % dans l'académie de Grenoble –, et 16 % n'ont pas le nombre de psychologues nécessaires. Non seulement les enfants qui ont droit à un accompagnement spécialisé n'en bénéficient pas toujours, mais il ne peut être question de

Lycées – Lyon : en grève pour des moyens

Pendant que le ministère tente de faire diversion en discutant du téléphone portable au lycée, dans plusieurs lycées de l'agglomération lyonnaise, les discussions de la rentrée ont porté sur le manque de moyens pour accueillir correctement les élèves.

Dans les lycées Brossette et Faÿs de Villeurbanne, Doisneau à Vaulx-en-Velin, Jacques-Brel à Vénissieux et Lumière à Lyon 8^e, des lycées de l'Est lyonnais qui accueillent des élèves venant des quartiers populaires, le personnel a décidé de se mettre en grève dès la rentrée. Pendant plusieurs journées, cela a été très suivi, avec un rassemblement commun réussi le jeudi 3 septembre devant le rectorat.

Partout, il manque des heures d'enseignement ponctuelles pour assurer des dispositifs d'aide aux élèves. Il manque du personnel infirmier, des documentalistes, des assistants d'éducation, des conseillers principaux d'éducation, des agents de service, des accompagnants pour les élèves en situation de handicap. De nombreux enseignants sont écoeurés de voir leurs élèves s'entasser à 35 par classe,

alors que beaucoup ont besoin d'aide personnalisée. Chaque année, on demande aux travailleurs de l'éducation de compenser les restrictions budgétaires par leur dévouement, de plus en plus bénévolement, alors la colère déborde.

Dans l'ensemble, ces revendications n'ont rien de nouveau. Elles avaient déjà été avancées avant les congés d'été, en demandant le retour de ces lycées des quartiers populaires dans le dispositif d'éducation prioritaire, qui existe en partie pour les collèges mais qui a été supprimé pour les lycées, ainsi privés des moyens supplémentaires qui iraient avec.

Le budget militaire obtient sans cesse des ralonges qui se comptent en milliards, les salariés de l'éducation exigent des ralonges pour l'éducation !

Correspondant LO



Devant le rectorat de Paris, le 2 septembre.

repérer à l'école les handicaps, sans parler de la maltraitance ou des violences.

Le ministre Édouard Geffray avait déclaré la veille de la rentrée avoir pallié le manque d'enseignants en réformant les concours. Mais, au 4 septembre, selon le SNES-FSU, syndicat majoritaire dans l'enseignement secondaire (collèges et lycées),

il manquait au moins un professeur dans plus de la moitié des établissements.

Mardi 8 septembre, le classement PISA, qui compare les niveaux scolaires des élèves dans le monde, confirmait le mauvais classement de la France : la compréhension de l'écrit des élèves a baissé de 18 points entre 2022 et 2025. Le ministre Édouard Geffray a

parlé à ce sujet d'une « *alerte collective* », mais il ne faut pas être premier de la classe pour se rendre compte de l'entourloupe ! C'est bien le choix de son gouvernement et des précédents de faire l'impasse sur les moyens nécessaires à l'éducation et à l'épanouissement des enfants. Ils sont responsables de cet immense gâchis.

Camille Paglieri

Handicap : l'art macronien de l'esbroufe

Vendredi 4 septembre, lors d'un discours à la Conférence nationale du handicap (CNH), Emmanuel Macron a annoncé 65 mesures, sans aucun moyen financier supplémentaire.

Ces annonces sont à l'image de toute la politique du gouvernement en matière de handicap. Ainsi, vantant son bilan, Macron a cité le remboursement intégral des fauteuils roulants qui a bénéficié à plus de 281 000 personnes. Mais l'obtention d'un fauteuil roulant relève d'un véritable parcours du combattant. Tout est fait ou presque pour dissuader le demandeur : ainsi, le délai de prescription pour un fauteuil est d'environ six mois, auxquels se rajoutent les délais pour l'essayer. Une fois validé, le fauteuil n'est pour autant pas automatiquement remboursé parce que les caisses d'assurance maladie exigent de très nombreux justificatifs.

De ce fait, beaucoup ne commandent pas un fauteuil adapté à leurs besoins et ont recours au fauteuil le plus courant pour éviter ces écueils.

Macron a insisté sur son action pour permettre la scolarisation des jeunes handicapés : 550 000 élèves en situation de handicap ont été scolarisés en 2026 contre 321 000 en 2017, au début de son premier mandat. « *Les moyens pour l'école inclusive ont doublé* », prétend-il. En fait, si ces enfants sont bien à l'école, ils ne bénéficient souvent pas d'un réel encadrement.

Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) manquent cruellement

dans de nombreuses écoles. Payés en moyenne 1 030 euros par mois, ils sont souvent en temps partiel imposé, avec des horaires déments, parfois sur plusieurs écoles et s'occupent souvent de plusieurs enfants aux handicaps très divers. Dans ces conditions, beaucoup d'entre eux cherchent à se reconverter, parfois vraiment à regret, parce qu'ils parviennent tout juste à survivre avec leur salaire.

Selon l'Unapei, une association de parents d'enfants en situation de handicap qui a analysé les données sur plus de 4 500 enfants, 76 % d'entre eux sont scolarisés moins de 12 heures par semaine. De nombreux professeurs des écoles, faute d'AESH, ne savent plus comment accueillir des élèves qui ont besoin de l'attention d'un seul adulte. Et c'est sans compter le nombre d'enfants en attente de pouvoir s'inscrire dans un IME (institut médico-éducatif) où le délai d'attente peut être de sept ans, le temps de ne plus être un enfant.

Macron n'a certes pas été avare de grandes promesses et de belles annonces durant ses deux quinquennats, mais pour ce qui est des sous, c'est une tout autre histoire.

Aline Urbain



EKOLE

Écoles : même quelques sous, c'est encore trop

Il n'y a pas que les forêts qui partent en fumée. Le 26 juin, une enveloppe de 60 millions d'euros avait été promise par le gouvernement pour l'adaptation de 12 500 établissements scolaires aux canicules.

À peine l'été passé, voilà que le gouvernement supprime plus des deux tiers de cette somme déjà bien insuffisante. Ce qui reste, censé être alloué aux écoles jugées les plus vulnérables, représente quelques milliers d'euros pour chacune d'elles.

C'est ce qu'a confirmé au début du mois de septembre le directeur du programme Actee (Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique), en

charge de cette rénovation : seuls restent 16 millions pour 2 500 établissements scolaires sélectionnés, soit moins de... 7 000 euros par établissement. Une misère qui est tout à fait dans la ligne des propos du ministre de l'Éducation nationale en juin : « Si vous êtes dans un bâtiment qui ne dispose d'aucun espace rafraîchi [...], vous fermez l'école pour la journée ou la demi-journée. » Les seules solutions envisagées sont celles qui ne coûtent rien.

Rapportés à l'ensemble des établissements scolaires, 60 millions d'euros auraient tout juste permis d'acheter quelques ventilateurs ou de poser quelques volets, mais en aucun cas d'assurer une isolation et une climatisation adaptées aux températures caniculaires qui deviennent de plus en plus fréquentes. À titre de comparaison, un rapport ministériel de 2020 sur la rénovation des écoles chiffrait celle-ci non pas à quelques dizaines de millions d'euros mais à 40 milliards, près de mille fois plus.

Thomas Baumer



COMMUNE DE GENSAC

Rénovation énergétique d'une école.

Logement étudiant : une aubaine pour la spéculation

Une enquête publiée par *Que choisir* en juillet montre à quel point le logement des étudiants est rendu compliqué par la spéculation immobilière.

Les résidences universitaires n'accueillent qu'un tiers des 700 000 boursiers et seulement 8 % de l'ensemble des étudiants. À moins de cohabiter, volontairement ou non, avec leurs parents, les autres doivent chercher un logement privé. C'est ainsi que plus de 180 écoles et universités font la promotion de Studapart, une plateforme en ligne qui oriente les étudiants vers des annonces de location en appliquant des frais de réservation de plusieurs centaines d'euros.

L'enquête de *Que choisir* indique que 95 % des offres

de logements étudiants relayées sur les plateformes ne respectent pas l'encadrement des loyers dans les villes où il est censé s'appliquer. Le montant mensuel moyen du dépassement est de 234 euros et même 382 euros à Paris. Souvent, il faut payer en plus un « complément de loyer », autorisé par la loi dès lors que le logement présente des avantages distinctifs par rapport aux autres biens comparables, ce qui ne veut pas dire grand-chose.

Et il faut voir à quel genre de logements s'appliquent des loyers souvent

exorbitants. L'enquête relève notamment l'absence de mention du diagnostic de performance énergétique (DPE) dans 36 % des annonces. Or, deux étudiants sur cinq déclarent souffrir d'inconfort thermique dans leur logement, trop froid l'hiver et trop chaud l'été.

Le résultat, pour nombre d'étudiants de milieu populaire, est qu'il faut se saigner aux quatre veines ou accepter de vivre dans un logement dégradé, ou les deux à la fois. Et le projet de réduire les APL auxquelles des centaines de milliers d'étudiants peuvent avoir droit va encore amplifier les problèmes.

Jean Sanday

Les étudiants étrangers discriminés

Les étudiants venant de pays hors Union européenne subissent des mesures qui aggravent énormément leur précarité.

Suite à des mobilisations étudiantes, un décret de 2019 imposant des droits d'inscription exorbitants à ceux de nationalités extra-européennes n'avait pas été appliqué dans nombre d'universités. Mais en cette rentrée, toutes les universités sont tenues de taxer ainsi 90 % des étudiants étrangers, par exemple 2 902 euros pour une inscription en licence, seize fois plus que pour ceux de nationalités européennes ! Il s'y

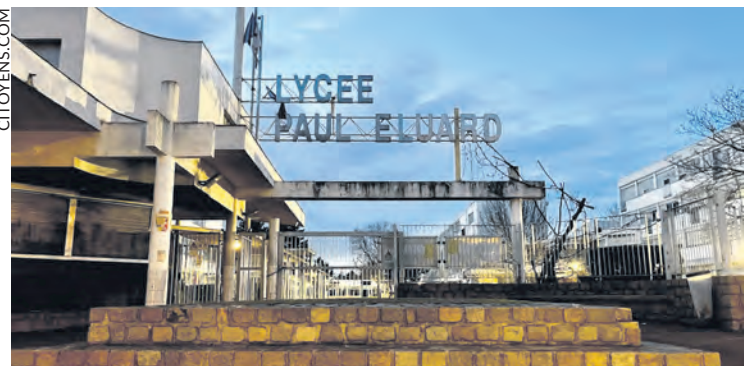
ajoute l'augmentation du coût du titre de séjour étudiant, le passage de 615 à 877,50 euros par mois des ressources à justifier pour venir étudier en France. De plus, la suppression des APL depuis le 1^{er} juillet fait perdre entre 100 et 250 euros par mois aux étudiants étrangers non boursiers.

L'objectif de toutes ces mesures est évidemment de faire des économies aux dépens de ces étudiants, mais c'est aussi l'occasion d'aller dans le sens du Rassemblement national et de sa démagogie xénophobe.

J. S.

Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis : un oubli qui en dit long...

Au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, les travaux de rénovation thermique ont enfin commencé. Ils étaient attendus depuis plus de 20 ans.



Ce lycée vétuste construit en 1965 n'avait jamais connu de vraie rénovation. Dans certaines salles la température est de 14° l'hiver et 35° l'été. Pour autant, ces travaux espérés étaient également redoutés, la région, responsable des travaux, ayant refusé dans un premier temps toute concertation. Il a fallu une mobilisation des enseignants pour imposer un comité de suivi. Le premier plan de circulation pour les travaux a soulevé l'émoi parce que les

camions passaient entre les deux préfabriqués censés abriter les élèves, avec un seul point pour traverser. La région ainsi que l'entreprise ont revu leur copie à la grande satisfaction de tous.

Seulement, tous les salariés du site n'ont pas été réunis ni consultés et, à la rentrée, une vraie surprise attendait les femmes de ménage et les hommes d'entretien. Les deux préfabriqués qui abritaient aujourd'hui plus de 800 élèves sur trois étages ne comportent aucun point

d'eau pour faire le ménage. Ainsi, les femmes de ménage doivent se transformer en porteuses d'eau pour réaliser leur tâche quotidienne.

Cette indifférence de la région à l'égard des ouvriers d'entretien a suscité la colère de tous. À cela s'ajoutent les multiples problèmes comme les salles dépourvues de tables et de chaises. Face à l'indignation, la région a promis de remédier au problème le plus rapidement possible. À suivre !

Correspondant LO

Allemagne : dangereuse montée de l'extrême droite

Petit Land de l'ancienne Allemagne de l'Est, la Saxe-Anhalt compte environ 2,1 millions d'habitants. Les résultats des élections régionales du 6 septembre dépassent largement ses frontières : en obtenant 44 % des suffrages, le parti d'extrême droite AfD a plus que doublé son score de 2021 et frôle la majorité absolue au Parlement régional.

Dans un contexte où la participation a fortement augmenté, atteignant 80 % – un record –, la CDU (conservateurs) s'effondre à 17 % (37 % en 2021). La défaite est d'autant plus spectaculaire que la CDU gouverne ce Land depuis 2002. Le résultat constitue un désaveu massif du gouvernement fédéral dirigé par Friedrich Merz de la CDU. Les autres partis (Die Linke, SPD, Verts), restent loin derrière, autour de 9 % chacun.

L'AfD disposera de 39 sièges, à un cheveu des 42 nécessaires pour gouverner seule. Aucun des autres partis représentés au Landtag n'entend officiellement former une coalition avec elle ; mais que se passera-t-il en coulisses ? Le BSW (Bündnis Sahra Wagenknecht), scission de Die Linke aux positions proches de celles de l'AfD sur l'immigration, obtient un peu plus de 5 % et pourrait se placer en arbitre. Pour la première fois depuis 1945, un Land risque d'être gouverné par l'extrême droite.

Le succès de son candidat, Ulrich Siegmund, tient aussi à un marketing habile : présence permanente sur les réseaux sociaux, selfies avec les électeurs, kermesses, petits cadeaux et produits dérivés à son effigie. Il cultive une image de « type normal », qui contraste avec la radicalité de son programme.

Car, derrière le marketing, Siegmund prône des mesures violentes contre les migrants, dans un discours assimilant immigration et criminalité, des « milices citoyennes », des attaques contre les programmes scolaires et les enseignants « trop à gauche », une hostilité aux droits des personnes LGBT, la remise en cause du droit à l'avortement et la dénonciation d'une justice prétendument laxiste. Siegmund a participé en 2023 à la réunion secrète de Potsdam au cours de laquelle l'extrême droite avait discuté du projet de « remigration », c'est-à-dire l'expulsion de migrants ainsi que de citoyens allemands d'origine

étrangère.

Parmi ses promesses sociales, l'AfD évoque des loyers abordables, une baisse des prix de l'énergie et davantage d'hôpitaux. Elle affirme que l'argent actuellement consacré à « l'aide à l'Ukraine » pourrait être utilisé pour les retraites et le pouvoir d'achat et réclame la levée des sanctions contre la Russie, permettant l'accès au gaz russe.

Les raisons de la colère sont réelles. Si Merz est devenu en un temps record le plus détesté des chanceliers, son arrogance n'est pas seule en cause : c'est aussi que son gouvernement mène une série d'attaques sans précédent contre les conditions de vie et de travail des couches populaires : santé, retraites, chômage, temps de travail, destruction de services utiles à la population, tout y passe.

Cela intervient dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat et d'inquiétude profonde quant à l'avenir, alors que tous les secteurs moteurs de l'économie et tous les grands groupes industriels, dont ceux de l'automobile et de la chimie, multiplient les annonces choc de fermetures d'usines et de licenciements par dizaines de milliers.

La Saxe-Anhalt, Land parmi les plus pauvres d'Allemagne, subit depuis des



Les candidats de l'AfD et de la CDU.

années un nombre particulièrement élevé de fermetures d'entreprises, un chômage supérieur à la moyenne nationale, une baisse de sa population, en particulier parmi les jeunes. Le vote AfD exprime donc aussi une volonté de sanctionner les partis qui gouvernent.

Prochainement, deux autres élections régionales auront lieu : en Mecklem-

bourg-Poméranie à l'Est et à Berlin. Prenant la parole, le 7 septembre, au sujet du résultat électoral de la veille, Merz a annoncé qu'il continuera les « réformes » de son gouvernement CDU-SPD... simplement en y ajoutant de la pédagogie. De quoi pousser de nouveaux électeurs à délaisser la CDU au profit de l'extrême droite.

Alice Morgen

Volkswagen, destruction massive d'emplois

Jeudi 3 septembre, le syndicat allemand de la métallurgie, IG Metall, a signé un accord avec la direction de Volkswagen, deuxième constructeur mondial d'automobiles, qui avalise la suppression de 100 000 suppressions d'emplois, 16,6 % de l'effectif.

Cette signature syndicale vient après la dénonciation, pendant toute la période précédente, de ce même plan de Volkswagen, les appels à la mobilisation du personnel et les menaces d'une action dure à hauteur de la provocation de ce géant de l'automobile. La seule concession de Volkswagen est une promesse de ne pas fermer d'usine durant la durée de ce plan. Mais que vaut cet engagement qui pourrait aboutir à des usines vides de travailleurs ?

La saignée dans les emplois ne va pas se limiter aux travailleurs de Volkswagen. Elle aura obligatoirement des répercussions encore plus dramatiques sur ses

sous-traitants dans le monde. Des centaines de milliers de travailleurs seront ainsi touchés par ce plan. Tous se retrouvent à devoir y faire face par eux-mêmes.

Cette attaque massive sur les emplois est d'autant plus scandaleuse que le groupe Volkswagen et ses actionnaires ne sont pas près d'être jetés sur la paille. Le groupe annonce lui-même que son objectif est de passer sa rentabilité de 3,8 % à 8 % ; la richesse de ce géant de l'automobile est considérable.

Ainsi, selon les chiffres fournis par la direction, les actifs financiers du groupe se montent à 157,1 milliards d'euros. Les sommes directement disponibles se montent



Négociations des responsables de IG Metall avec les patrons.

à 38,8 milliards d'euros. Les fonds de réserve pour apurer les dettes de Volkswagen en cas de besoin dépassent 200 milliards d'euros.

Les travailleurs de Volkswagen, les sous-traitants ont

encore moins de raisons de se laisser maltraiter, jeter à la rue pour les uns et astreints à des conditions de travail aggravées pour les autres. D'autant que, au même moment, en Allemagne comme

dans toute l'Europe et dans le monde, des centaines de milliers de travailleurs sont confrontés à cette offensive générale des capitalistes de l'automobile.

Paul Sorel

Ukraine : quelle désescalade ?

Samedi 5 et dimanche 6 septembre, des envoyés de Trump se sont rendus à Moscou et à Kiev, pour s'entretenir avec Poutine, puis Zelensky.

Ces émissaires devaient discuter des moyens de mettre fin à la guerre, ont déclaré les trois parties, mais sans qu'aucune ne précise la teneur des propositions avancées. Moscou évoque « *un certain nombre d'idées* » émises par Washington lors d'« *une conversation constructive, extrêmement franche et empreinte de confiance* ». En clair, rien n'a progressé. Ayant d'abord évoqué une « *désescalade cet hiver* », Kiev a conclu : « *Nous comptons sur le soutien de nos partenaires européens si la guerre se prolonge durant l'hiver, ce qui semble être le cas.* » On n'en saura pas plus.

En fait, les élections de mi-mandat aux États-Unis approchent. Or elles se présentent mal pour Trump, qui cherche donc un ou deux succès dont il puisse se targuer. Sur le plan intérieur, du fait notamment de l'inflation, cela semble difficile. Reste sa politique étrangère. Il est englué dans la guerre au

Moyen-Orient, incapable de « libérer » le détroit d'Ormuz. Alors, un semblant d'avancée sur le front russo-ukrainien pourrait le tirer d'embarras.

L'impérialisme américain n'est pas mécontent d'avoir, à la faveur de cette guerre, affaibli la Russie, un pays qui a les moyens de ne pas se plier à ses diktats. Mais il ne voudrait pas aller trop loin, car il a besoin de la Russie pour maintenir l'ordre dans l'immense espace ex-soviétique. En outre, apaiser les tensions avec elle redonnerait du souffle aux affaires des grands groupes américains, dans la région. Le conflit perturbe en effet l'exploitation et l'exportation de matières premières, de métaux stratégiques, de productions agricoles...

L'ennui, pour Washington et ses trusts, est que le régime russe et son homologue ukrainien ne sont pas pressés de voir la guerre se terminer.

Certes, son coût pèse chaque jour un peu plus sur



Après un bombardement russe sur Kramatorsk, le 7 septembre.

chacun des deux pays. Leurs villes sont frappées, leur économie est mise à mal par les bombardements, leur population est lasse d'une guerre qu'elle n'a pas voulue et des sacrifices humains et matériels que ses gouvernants exigent. Et l'on voit, en Ukraine et maintenant en Russie, qu'elle s'oppose, activement parfois, à la chasse à toujours plus de chair à canon pour la boucherie du front.

Mais les cliques au pouvoir, tant à Moscou qu'à Kiev, ont placé leur action sous le

signe de la « lutte jusqu'à la victoire » quoi qu'il en coûte. Poutine et Zelensky savent qu'il serait politiquement suicidaire pour eux, en l'état, de soutenir un cessez-le-feu décidé sous l'égide de Washington. Même bien maquillé, il impliquerait des concessions notamment territoriales et aurait donc l'air d'une victoire incomplète, sinon d'une défaite, dont voudraient se servir les rivaux de Poutine ou de Zelensky.

Alors, la sanglante fuite en avant se poursuit. Dirigeants

et diplomates peuvent discuter d'une « sortie de conflit », comme ils disent, cela n'y change rien.

Le week-end des 5 et 6 septembre, les habitants des deux capitales y ont gagné, piètre consolation, de ne pas subir de raid aérien : Poutine et Zelensky y avaient suspendu leurs attaques en l'honneur des envoyés de Trump. Ailleurs, les bombardements continuaient et, lundi 7 septembre, ils pouvaient reprendre sur Kiev et Moscou.

Pierre Laffitte

Italie : Meloni, un bon bilan... pour le patronat

Vendredi 4 septembre, Giorgia Meloni a mis en scène l'autocélébration de son gouvernement devant un parterre de militants réunis à Bari, dans le sud de l'Italie. Meloni a mis l'accent sur la longévité exceptionnelle de son gouvernement : 1 413 jours, un record depuis l'instauration de la République italienne, en 1946.

Elle n'avait pas grand-chose à prouver aux 4 000 à 5 000 partisans venus de tout le pays à cette grande « fête de l'Italie plus forte ». Entre banderoles proclamant « *Giorgia notre Madone* » et autres « *Les communistes et*

les migrants sont la gangrène de l'Italie », elle était en terrain conquis.

Son discours visait à lancer la campagne de son parti, Frères d'Italie, en vue des élections législatives de 2027. « *Gouvernement plus stable,*

Italie plus forte », pouvait-on lire sur les affiches du meeting, tandis que le livret de 26 pages distribué à ses supporters vantait la « *crédibilité retrouvée* » du pays.

Pour les milieux d'affaires, les investisseurs et les grandes entreprises, qui applaudissent des deux mains le gouvernement Meloni, « la stabilité et la force » sont en effet au rendez-vous. Dès son arrivée au pouvoir, la dirigeante d'extrême droite, héritière du néofascisme italien, a montré qu'elle était au service du grand patronat. Abandonnant toutes les déclarations démagogiques sur la défense des intérêts du « petit peuple », Meloni a tout de suite revêtu son costume de reine de l'austérité et de la rigueur budgétaire. L'opposante farouche aux « diktats » de l'Union européenne s'est transformée en garante de la maîtrise du déficit, ce qui lui a valu un prêt de 122 milliards d'euros et plus de 71 milliards de subventions de la part de l'Union européenne, dont les grands groupes italiens ont

évidemment pu profiter. C'en était fini de toutes les promesses « sociales ». Sur les retraites par exemple, contrairement à ce que Frères d'Italie mettait en avant, le gouvernement Meloni n'est pas revenu sur le recul de l'âge de départ et a même supprimé une mesure qui aurait permis aux travailleuses de partir plus tôt, bien qu'avec une pension inférieure.

Quant aux dépenses de l'État, Meloni a annoncé l'augmentation des dépenses militaires en même temps qu'elle assumait d'amputer les dépenses sociales de 7,5 milliards d'euros, alors que l'accès à la santé publique devient quasiment impossible.

Au moment où la dirigeante d'extrême droite se vantait sur scène d'avoir augmenté le nombre d'emplois, 2 500 ouvriers de l'Ilva de Tarente, à 100 km de là, recevaient leur lettre de licenciement, Electrolux confirmait la suppression de près de 1 500 emplois et la fermeture de son site d'Ancône. Les plans de licenciement se succèdent dans les grandes

entreprises, tandis que se multiplient les emplois précaires et sous-payés, que de nombreux travailleurs, en particulier parmi les plus de 60 ans, sont contraints d'accepter. Les statistiques des accidents du travail établissent d'ailleurs un record de morts pour l'année 2025, qui touche particulièrement les travailleurs immigrés du bâtiment, de l'agriculture et de la logistique, et aussi ceux âgés de plus de 60 ans. Quant aux salaires, Meloni opposait au salaire minimum, qui n'existe pas en Italie, le « salaire juste ». Les travailleurs d'Italie, dont les salaires sont parmi les plus bas d'Europe occidentale, apprécieront, au moment où les prix des carburants et l'augmentation de toutes les factures les font plonger un peu plus.

Au bout de quatre ans de pouvoir, la Le Pen italienne a fait la démonstration que son gouvernement méritait bien, comme tous les autres, la confiance du grand patronat.

Nadia Cantale



Partisans de Fratelli d'Italia, le 4 septembre.

Tunisie : l'Europe sous-traite la chasse aux migrants

Les autorités tunisiennes mènent une politique de violence contre les migrants et diffusent une propagande raciste. En désignant les migrants comme boucs émissaires, elles cherchent à faire oublier la crise économique et font le sale travail pour le compte des pays européens.

Détentions arbitraires, tortures, expulsions collectives dans le désert, viols, vente d'êtres humains aux gardes-frontière libyens : ces faits connus et dénoncés par des associations humanitaires depuis 2023 ne sont encore que la partie visible d'un système.

De vastes camps ont été installés en Tunisie, principalement dans le Sud, où les migrants sont privés de tout accès aux soins, exposés à de nombreuses maladies. Le taux de mortalité infantile y est alarmant. Les personnes interceptées par la police sont souvent renvoyées vers des centres de détention en Libye ou en Algérie, où elles subissent des traitements inhumains et le travail forcé.

Justifiant ces violences systématiques et appelant la population à s'y joindre, le président Kaïs Saïed parle d'un complot visant à « métamorphoser la composition démographique de la Tunisie », une théorie du grand remplacement à sa sauce. Il cherche ainsi à faire oublier l'aggravation de la crise économique et sociale,

les coupures d'eau et d'électricité, les incendies ravageurs, la dégradation des hôpitaux, la hausse du coût de la vie et le chômage, qui touche 38 % des jeunes.

Des agressions de migrants et des manifestations anti-immigration ont effectivement eu lieu, encouragées par le pouvoir. Mais il y a aussi des manifestations de solidarité et, dans le Sud, bien des habitants viennent

spontanément en aide aux réfugiés malgré les risques.

Les pays européens, en particulier la France, sont directement responsables de cette politique répugnante. En effet, la Tunisie a conclu plusieurs accords sur le contrôle migratoire et les expulsions, avec l'Italie depuis 1998, avec la France depuis 2008 et avec l'Allemagne depuis 2017. En 2023, la France et l'Union européenne ont signé un accord prévoyant le versement de 105 millions d'euros à la Tunisie pour « renforcer la coopération pour lutter contre et diminuer les flux migratoires et sauver des

vies humaines ». Le cynisme de ces assassins de part et d'autre de la Méditerranée n'a pas de bornes.

L'accord prévoit aussi de « fournir un appui financier additionnel adéquat, notamment pour les acquisitions, la formation et le soutien technique nécessaires pour améliorer davantage la gestion des frontières tunisiennes ». Macron le justifiait en parlant de « lutter contre les réseaux de passeurs », une belle hypocrisie.

Car, dans le même temps, le régime réprime les opposants et les militants, comme Saadia Mosbah, figure de la lutte contre le

racisme, condamnée en juin à huit ans de prison. Les gouvernements européens qui financent ce régime n'hésitent pas à condamner en paroles la répression et à donner des leçons de morale humanitaire.

Face à cette politique meurtrière menée en commun par les pays européens et leur chien de garde en Tunisie, les travailleurs ont les mêmes intérêts. Qu'ils soient tunisiens, français ou migrants, ils ne doivent pas tomber dans le piège de la division. Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Correspondant

Les prisons de Kaïs Saïed

Depuis la mi-août, le militant de gauche tunisien Wael Naouar est en grève de la faim pour protester contre son incarcération dans la prison de Mornaguia, non loin de Tunis.

Wael était le coordinateur de la flottille Global Sumud qui, en septembre 2025, a tenté symboliquement de briser le blocus de Gaza, et faisait partie des équipages assaillis alors par l'armée israélienne. Emprisonné, accusé faussement d'être un agent du Hamas et soumis à des mauvais traitements, il a ensuite été renvoyé

en Tunisie. C'est là que quelques mois plus tard, en mars 2026, le régime de Kaïs Saïed, qui soumet sa propre population à une dictature de plus en plus affirmée, l'a emprisonné, ainsi que sa femme (libérée depuis) et trois autres militants ayant également participé à la flottille.

Cet été les conditions

d'existence ont été telles dans les prisons tunisiennes qu'au moins vingt détenus y sont morts du fait de la vague de chaleur.

Wael avait déjà goûté aux prisons de son pays et y avait été torturé en 2010 alors qu'il était étudiant et dirigeant de l'Union de la jeunesse communiste de Tunisie. Le régime de Kaïs Saïed, qui entre-temps a succédé à celui de Ben Ali, n'est aujourd'hui pas moins répressif et emprisonne tout autant de militants, même



Wael Naouar et Jawaher Channa au départ de la flottille.

lorsqu'il s'agit de la cause de la Palestine, qu'il prétend soutenir.

Tous les militants doivent être libérés !
Lucien Détroit

Ceuta : violence contre les migrants

Dans l'enclave espagnole de Ceuta, au Maroc, les manifestations se succèdent contre les migrants depuis qu'ils ont été 80 000 à passer la frontière à la nage fin juillet. Même si beaucoup sont repartis, entre 5 000 et 10 000 d'entre eux sont restés à Ceuta.

Le régime marocain est souvent accusé d'avoir facilité cette arrivée soudaine de migrants. Mais ce sont d'abord la misère et les inégalités qui poussent des jeunes à traverser les frontières coûte que coûte pour

tenter de rejoindre l'Europe.

Le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez, qui s'appuie sur les partis de gauche, a traité les migrants comme des envahisseurs, en annonçant le 31 juillet « une attaque et une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne », tout en soignant ses relations avec le Maroc. Sous la pression de la droite et de l'extrême droite, qui ont mené leur surenchère habituelle sur ce sujet, il a envoyé l'armée de terre et des véhicules blindés pour encadrer les migrants, puis de nombreux renforts de police, et mis en place des camps.

Alors que les migrants veulent aller travailler en Espagne ou en Europe, ils se retrouvent bloqués à Ceuta. Chassés du centre-ville, ils tentent de survivre sur les plages et dans les quartiers

populaires de la périphérie. Des habitants ont organisé des soupes populaires, des hébergements, ouvert des espaces pour les plus jeunes et les jeunes filles en particulier. Mais les migrants font surtout face à une hostilité massive. Des milliers de personnes ont manifesté contre eux, dans cette ville de 80 000 habitants. Des groupes ont formé des « patrouilles » dans leurs quartiers. Des migrants sont caillassés ou frappés. Plusieurs de leurs campements sur les plages ont été incendiés.

Une partie des habitants sont inquiets du climat de violence. Ils se méfient de l'extrême droite qui tente d'exploiter la situation. Les plus conscients réalisent aussi que ce rejet réactionnaire est un poison mortel.

Charles Legoda



À Ceuta, manifestation contre les migrants.

Bardella - Farage : à raciste, raciste et demi

Vendredi 4 septembre, Bardella a fait étape en Grande-Bretagne dans le cadre d'une tournée européenne destinée à cultiver son image de futur Premier ministre en cas de victoire de Marine Le Pen à la présidentielle de 2027.



Bardella a pris la parole au congrès du parti d'extrême droite probrexit Reform UK et s'est affiché aux côtés de son dirigeant, le britannique Nigel Farage. Les deux hommes ont en commun de spéculer sur la même haine des immigrés,

utilisés auprès des électeurs comme des boucs émissaires, responsables de tous les maux. Mais la solidarité entre démagogues nationalistes a des limites, et Bardella en a fait les frais, roulé par plus malin que lui. En effet, le président du

RN a signé avec Farage un «protocole d'accord» prévoyant notamment le renvoi vers la France de migrants interceptés dans les eaux britanniques. Alors que la campagne présidentielle est lancée en France, plusieurs concurrents du RN y ont vu immédiatement une occasion de doubler Bardella sur sa droite. Ainsi Edouard Philippe et Gabriel Attal ont dénoncé pour l'un sa «soumission aux intérêts anglais», pour l'autre sa «faiblesse indigne».

Tout cela apparaît comme bien dérisoire, mais ne prête pas à rire. Quand ces bonimenteurs font mine de s'affronter sur le terrain de la «lutte contre l'immigration», chacun contribue à répandre dans la population le poison du racisme. Ils préparent ainsi le terrain pour aggraver les politiques répressives à l'encontre de milliers de femmes et d'hommes dont le seul tort est de vouloir fuir la misère et les guerres.

Marc Rémy

.....fil rouge.....

Magistral!

Rachida Dati a réintégré la magistrature, quelques semaines avant d'être jugée pour corruption et trafic d'influence. L'affaire traîne depuis 2019, ce qui ne l'a pas empêchée entre-temps

de devenir ministre. Elle retrouve aujourd'hui son corps d'origine, et le salaire qui va avec.

Quand elle comparaitra devant ses juges, ils pourront au moins se saluer entre collègues.

La bourgeoisie ne connaît pas la crise

Pourquoi ne pas faire de profits avec la rentrée, se sont dit les dirigeants de la marque de luxe Chanel. Ainsi les élèves d'une certaine classe se voient

proposer un kit outrageusement chic, comprenant une règle, une équerre et un rapporteur, logés dans un étui en cuir qui est vendu 1 200 euros.

Police : bavure mortelle dans l'Oise

Le 6 septembre, 300 personnes se sont rassemblées devant la mairie de Margny-lès-Compiègne, dans l'Oise, à la mémoire de Paul Tancre.

Paul Tancre faisait partie de la communauté des gens du voyage. Il est mort dans la nuit du 21 au 22 août après avoir été pris en chasse, en voiture, par deux membres de la police municipale de la ville.

Il s'agit bien d'une bavure policière, et non d'un accident de la route, comme le sous-entend le fait que le policier a été mis en examen pour « homicide routier ». « On veut tout savoir sur sa mort, il y a trop de mensonges. Ils [les représentants de la police] nous ont pris pour des chiens, pour de la m... », a déclaré la sœur de Paul Tancre. Cette mort et l'absence de considération dont ont fait preuve les représentants de la police à l'égard de la famille, sont révoltantes. Les médias locaux ont surtout mis l'accent sur les dégradations commises quelques jours avant l'enterrement. Ceux qui ont brûlé des voitures, celles d'autres travailleurs, ou qui s'en sont pris à la poste, indispensable pour bien des gens dans les

classes populaires, ont évidemment eu tort. Mais ces réactions s'expliquent par un sentiment de révolte face à ce qui est une injustice.

Même si toutes les circonstances autour de la mort de Paul Tancre ne sont pas établies en effet, c'est bien cette course poursuite qui l'a entraînée. Et combien de fois des jeunes des quartiers et cités populaires sont arrêtés sous le soupçon d'avoir commis un délit et ayant « refusé d'obtempérer ». Combien de fois sont-ils pris en chasse de cette façon, au risque de provoquer leur mort ou celle de passants ?

L'affaire révèle tout le mépris des autorités, à quelque niveau que ce soit, à l'égard des gens du voyage et, plus généralement, des classes populaires. Dans cette société, la vie de ceux issus des milieux pauvres ne vaut pas cher, notamment aux yeux de la police, gardienne d'un ordre social profondément inégalitaire. On ne peut pas l'accepter.

Aline Retesse



Marche pour Paul Tancre.

Sur BFM : exploiteur et fier de l'être

Chaque jeudi soir, l'émission de débats « Le Forum » de BFM-TV donne la parole aux défenseurs d'un monde où les patrons créent les richesses et sont prêts, par pure bonté d'âme, à offrir des emplois aux travailleurs.

Ainsi, jeudi 3 septembre, sur le thème « les riches font-ils assez pour le pays », on a eu droit aux déclarations de Paolo Rotelli, héritier du plus grand groupe de santé privée d'Italie, le groupe San Donato, qui a abandonné la cravate et la direction de l'entreprise pour les chaînes en or et la vie de rappeur en France. Sous les noms de Mc Pao et Tractolabel, il produit désormais des paroles aussi lourdes que réactionnaires. Il a cependant conservé son arrogance et son mépris d'héritier capitaliste et en a fait étalage, expliquant que ce sont les milliardaires qui font tourner le

monde et que lorsqu'il dépense 200 000 euros en une soirée dans un grand restaurant parisien, il fait quasiment du social, puisqu'il paie de la TVA et finance ainsi l'équivalent de 80 RSA.

Contrairement à ce qu'il prétend, la fortune de Rotelli ne doit pas grand-chose à sa « vision » mais beaucoup au travail des dizaines de milliers de soignants, dont les salaires sont encore moins élevés que ceux des travailleurs du public, ce qui n'est pas peu dire ! Comme tout groupe d'hôpitaux privés conventionnés, San Donato vit largement du pillage des caisses de l'État,

à travers les conventions passées avec celui-ci. Le groupe a d'ailleurs fait parler de lui en 2022, en arrosant tous les partis susceptibles de former le prochain gouvernement d'un don de 30 000 euros chacun. Un investissement payant, puisque le secteur privé prospère largement sur les fonds publics.

Jean-Pierre Mercier, ouvrier de l'automobile et porte-parole de Lutte ouvrière, était également sur le plateau de cette émission et a pu répondre à ce défenseur inconditionnel du capitalisme : « Le travail rapporte, et vous a d'ailleurs rapporté beaucoup. Vous êtes passé de 200 millions à 1,2 milliard. Vous avez hérité, en fait vous n'avez rien fait ». Tout était dit.

Nadia Cantale

Arrêts maladie : une offensive sans arrêt

Le gouvernement continue à s'en prendre à la santé des travailleurs avec un décret sur les arrêts maladie qui devrait s'appliquer à partir du 1er octobre.

Ce décret prévoit de réduire de trois ans à douze mois la durée maximale des arrêts de travail pour une partie des affections longue durée (ALD), comme la dépression ou les troubles musculo-squelettiques (TMS).

Comme le gouvernement n'est jamais avare de mesquinerie, cela s'appliquera non seulement aux arrêts prescrits à partir du 1^{er} octobre mais aussi à ceux déjà en cours, s'ils ont moins de six mois à cette date.

Pour justifier cette attaque, le gouvernement utilise comme d'habitude la rengaine mensongère disant qu'il y aurait « trop d'abus » et que le nombre d'arrêts maladie indemnisés aurait augmenté de 10 % depuis 2019. Ce chiffre pourtant ne prouve qu'une chose : le travail dans la société capitaliste détruit, mutilé et abîme de plus en plus.

L'explosion de la charge de travail dans les ateliers et dans les bureaux fait que les troubles musculo-squelettiques et les burn-out ont

augmenté cette année respectivement de 6,6% et 9%, d'après les chiffres mêmes de l'Assurance maladie ! Quant aux différents reculs de l'âge de départ à la retraite, ils n'ont fait qu'aggraver cette situation : sans surprise, c'est dans la catégorie des plus de 60 ans que les arrêts sont les plus importants.

Pire encore, les chiffres officiels sont complètement en dessous de la réalité. Un grand nombre de travailleurs malades ne se met plus en arrêt depuis la généralisation des trois jours de carence. De plus, bien souvent, les patrons font tout pour empêcher les travailleurs de déclarer leur accident



de travail afin de ne pas payer de pénalités à la Sécurité sociale. Quant aux cancers dus au travail, un peu plus de 1 800 sont officiellement reconnus chaque année par l'Assurance maladie alors que, d'après un rapport récent du ministère de la Santé, leur nombre

serait compris entre 14 000 et 30 000 nouveaux cas par an et que, selon certains chercheurs, il s'approcherait plutôt de 80 000 !

Concernant les arrêts de travail, les abus proviennent uniquement du patronat et de l'État.

Arnaud Louvet

Loi contre les violences sexuelles : les élus se hâtent lentement

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés lundi 7 septembre dans différentes villes de France, jour où débutait l'examen de la « loi intégrale » à l'Assemblée nationale, dont le but annoncé est de protéger les enfants et les femmes victimes de violences sexuelles.



Devant le ministère de la Justice à Paris, le 7 septembre.

Il aura fallu le viol et le meurtre de la jeune Lyhana, qui auraient pu être évités si la plainte déposée avait été prise en compte en temps voulu, pour que, dans tous les rouages du gouvernement, les hommes et femmes de pouvoir commencent à se pencher sur ces crimes.

Cela ne s'est pourtant pas fait spontanément, seules les pressions renouvelées de manifestants, révoltés par la désinvolture et l'incurie des

responsables de différentes institutions, les ont poussés à s'en préoccuper. Ainsi est né le projet mené par des associations féministes d'une « loi intégrale », regroupant tous les aspects et la chaîne de personnes liés à ces violences : prévention, police, justice, éducation, aide aux victimes, etc.

C'est ce projet, comptant 69 articles, que les députés commencent à examiner. Combien de temps va-t-il falloir pour que, passant

de l'Assemblée au Sénat après avoir navigué dans diverses commissions, la loi soit promulguée ? Il faudra « le temps nécessaire pour examiner le budget », a déclaré Aurore Bergé, la ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, en tout cas « avant la fin du quinquennat ».

Il reste à savoir quel budget sera accordé à cette loi qui, si elle est adoptée, couvrira un vaste domaine en personnel, spécialistes, locaux, institutions, pour permettre à la fois d'empêcher le plus possible que des brutes s'en prennent aux enfants et aux femmes, et aux victimes d'être prises en charge pour qu'elles puissent mener une vie sans crainte. Les associations ont estimé à 3 milliards d'euros annuels le budget qui serait nécessaire si cette loi était appliquée. Outre le fait que cela paraît bien faible eu égard à tous les besoins, le gouvernement n'a pas attribué beaucoup d'argent à aider les plus faibles. Ainsi, à l'heure actuelle, il ne consacre que 12,7 millions par an à la lutte contre les violences sexuelles, soit 0,003 % du budget de l'État, équivalent à une quinzaine d'appartements parisiens des beaux quartiers. On est loin des 3 milliards !

Marianne Lamiral

Eau contaminée : aux pollueurs de payer !

En 2024, 29 % de la population en France a été exposée à une eau contenant des PFAS, ces polluants chimiques dits éternels, ou à des pesticides au-delà du seuil réglementaire. Et ce taux d'exposition ne cesse de progresser.

Les PFAS restent dans le corps et augmentent le risque d'apparition de certains cancers. Ils perturbent le système immunitaire. Les pesticides, eux, agissent comme des perturbateurs endocriniens, affectent la reproduction et la santé des plus jeunes enfants. Il s'agit d'un problème majeur de santé publique.

Cette pollution est essentiellement le fruit des rejets de l'industrie et en particulier de l'agroindustrie. Mais les pollueurs ne sont pas les payeurs. La redevance PFAS, instituée en 2025, rapportera en 2026 la somme ridicule de 5 millions d'euros environ, alors qu'un rapport de l'Igas a chiffré le 31 juillet le surcoût de cette décontamination entre 1,3 et 5,7 milliards par an.

Sans vergogne, ce rapport préconise d'augmenter la facture d'eau aux particuliers, ce que ses auteurs appellent cyniquement le principe du « pollué-payeur ». Suivant les hypothèses, un ménage paierait chaque année

l'eau qu'il consomme entre 70 et 130 euros supplémentaires. Le rapport appelle aussi à généraliser d'autres façons de rançonner les particuliers. Il cite en exemple la ville de Toulouse, qui depuis 2024 a instauré « une tarification saisonnière avec une augmentation de 42 % sur le prix de l'eau en été et une baisse de 30 % en hiver ». Il cite aussi la « tarification progressive » mise en œuvre à Dunkerque, Montpellier ou Libourne, qui consiste à augmenter le prix de l'eau en fonction du volume consommé. Dans tous les cas, il s'agit d'alourdir la facture de l'eau, ce qui revient à restreindre la consommation d'eau des plus pauvres.

Quant aux capitalistes de l'agriculture, ils viennent d'obtenir une loi d'urgence agricole qui autorise des pesticides cancérigènes auparavant interdits. La contamination des nappes phréatiques et de l'eau du robinet a de beaux jours devant elle.

Christian Bernac

Transports urbains – Clermont-Ferrand : **une grève victorieuse**

Le 1^{er} septembre, la majorité du millier de travailleurs des Transports en commun clermontois (T2C) s'est mis en grève. Ils dénoncent les risques de dégradation de leurs conditions de travail et les menaces sur l'emploi, conséquences d'une baisse de cinq millions d'euros du budget.

Malgré les dénégations de la direction, réduire le budget, actuellement de 96 millions d'euros, impactera inévitablement les travailleurs ; 70 % de ce budget sert à payer les salaires.

Malgré la grève d'avertissement du 1^{er} juillet, qui avait mobilisé 40 % de travailleurs, la direction n'a pas daigné répondre aux inquiétudes durant l'été.

Ce 1^{er} septembre, ce sont

donc 70 % des conducteurs et 80 % des employés des services techniques qui ont cessé le travail. À l'assemblée générale, les 300 présents étaient contents de se retrouver. Devant le mutisme du Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) qui gère la T2C, la grève a été reconduite à l'unanimité.

Depuis, environ 200 salariés se réunissent chaque

jour. Les discussions vont bon train sur les acquis sociaux et les emplois menacés, notamment par le risque d'externalisation de deux services.

Les travaux de réorganisation du réseau de transport durant plus de deux ans, avec des conditions de travail dégradées, pèsent encore. La seule reconnaissance venue des directions et de la métropole fut un « merci »... et 0 % d'augmentation salariale.

Si le taux de grévistes a diminué en fin de semaine, il est remonté lundi 7 septembre à 55 % chez les conducteurs et 75 % dans les services techniques.



L'assemblée générale a réuni près de 400 travailleurs, dont, fait nouveau, quelques chefs. L'intersyndicale organise des manifestations devant le SMTC ou le blocage des deux dépôts comme lundi 7 au matin.

De son côté, J. Bony, le maire Les Républicains de Clermont-Ferrand et premier vice-président du SMTC, reprend le sempiternel refrain des usagers pris

en otage. Comme si les choix de s'attaquer au service public et de dégrader les conditions de travail des salariés étaient justifiables.

Mercredi matin, la direction a finalement reculé : le budget est rétabli ! Les grévistes ont voté la reprise. Mais comme le disait un travailleur : « S'ils ne tiennent pas parole, on sait comment faire ! »

Correspondant LO

Oise : **le service hospitalier à la dérive**

Les deux seuls hôpitaux du sud de l'Oise, Creil et Senlis, ont été fusionnés et près de la moitié des lits ont été fermés. Les Urgences de l'établissement de Senlis ont été fermées.

À l'hôpital de Creil dans l'Oise, la décision a été prise cet été de fermer définitivement le service de pneumologie, le seul du sud du département.

Il aura fallu la mobilisation de tous les médecins de ce service et de toute la médecine interne pour que la direction recule, tout en fermant encore des lits du service de pneumologie et de médecine interne.

Le passage aux Urgences de Creil nécessite aujourd'hui des attentes qui peuvent durer douze heures, avec des conséquences graves pour les malades. Il n'y a plus de lits dans les services pour accueillir les patients venant des Urgences et les malades y restent entassés pendant des jours.

De plus, l'hôpital de Creil doit faire face au remboursement d'une dette importante. Il y a quelques années, l'Agence régionale de santé (ARS) avait commandé pour des dizaines de millions d'euros la construction d'une très grande rotonde sur plusieurs étages pour, disait-elle, agrandir de façon importante les locaux de

l'hôpital, « au profit des malades ». Mais le gros œuvre à peine terminé, l'ARS a décidé de stopper tout. L'hôpital a alors été obligé de payer les entreprises pour tous les travaux non finis, avec des locaux à tous vents restés vides. Et c'est cette dette que l'hôpital continue de payer encore aujourd'hui.

Comme si cela ne suffisait pas, l'ARS a décidé de fermer la grande maternité de Creil qui assurait la prise en charge des prématurés d'une agglomération forte de près de 100 000 habitants, pour la transférer à Senlis, une ville plus petite située à 15 kilomètres de l'agglomération creilloise, et cela sans transport collectif.

Alors qu'une grande partie des médecins ont rejoint le privé, cet hôpital n'a pas de moyens d'urgence, ce qui met de fait en danger les femmes et les nouveau-nés.

Le ministère de la Santé, les gouvernements, toutes couleurs politiques confondues sont responsables de cette situation qui met en danger toute une partie de la population.

Paul Sorel

Hôpital Meulan-Les Mureaux : **démantèlement programmé**

En début d'été, la direction du Chimm, le Centre hospitalier intercommunal Meulan-Les Mureaux, dans les Yvelines, a confirmé qu'elle envisageait de fermer la maternité, la chirurgie et la réanimation.

Cet hôpital dessert un territoire très densément peuplé, à la population modeste et parmi la plus précaire du département. D'après la direction, le Chimm serait endetté, l'activité de la maternité insuffisante, et les deux autres établissements du groupement hospitalier, les hôpitaux de Poissy et Mantes-la-Jolie, seraient en mesure de compenser les fermetures du Chimm.

Or, ces deux hôpitaux, à 25 minutes de voiture,

sont déjà saturés. Le personnel y est submergé par la charge de travail.

Ces fermetures programmées répondent en fait à des objectifs comptables : faire des économies, quelles que soient les conséquences sur la population et les travailleurs des hôpitaux.

Ceux-ci n'entendent pas se laisser faire. Déjà, en 2017, soutenus par la population, ils s'étaient mobilisés pour empêcher la fermeture de la réanimation.

Aujourd'hui, devant cette nouvelle attaque de la direction, le mécontentement se fait sentir.

Mardi 8 septembre, la CGT du Chimm a convoqué une conférence de presse, appelant le personnel et tous ceux qui se sentent concernés à venir nombreux. Plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel, promettant d'être encore plus nombreux le 24 septembre, pour un rassemblement devant l'hôpital, qui sera suivi d'une marche jusqu'à la mairie pour rejoindre les employés municipaux mobilisés eux aussi ce jour-là.

Correspondant LO



Renault – Flins : la direction vise la fermeture

À l'usine de Flins, dans les Yvelines, en guise de vœux de rentrée, la direction du groupe Renault a annoncé le 31 août l'arrêt d'un projet d'investissement qu'elle avait beaucoup vanté.

La reconstruction du secteur de la cataphorèse, qui devait perpétuer la production de pièces automobiles dans cette usine, est abandonnée.

Présenté par la direction locale comme pouvant assurer l'avenir de l'usine et des 2 000 travailleurs – 3 000 même d'ici à 2030, promettait-elle –, le projet est désormais à la poubelle. Au-delà des 150 travailleurs de la cataphorèse, tous ceux de l'emboutissage, de la tôlerie et du magasin de pièces de rechange sont directement menacés. Et ce ne sont pas les activités de recyclage, pompeusement baptisées « économie circulaire » par Renault, ni la présence des quelques start-up

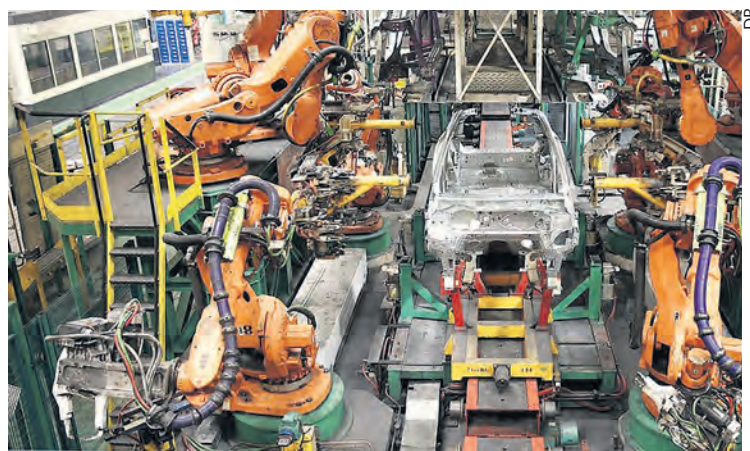
hébergées sur le site, qui pourront justifier aux yeux des patrons le maintien d'une grande usine à Flins.

Depuis la fin de la fabrication de la Zoe, en mars 2024, le discours de la direction n'a été qu'une suite de mensonges. Elle avait évoqué la possibilité de fabriquer une nouvelle voiture. Elle avait fait mousser la filiale Hyvia, censée produire des batteries à l'hydrogène, disparue en un clin d'œil. Elle s'est répandue en promesses d'emplois, alors que le plan triennal 2023 de 150 embauches n'est qu'à moitié réalisé. Un nouveau magasin de pièces de rechange devait remplacer l'ancien, et les ouvriers des secteurs de préparation

des pièces auraient eu du travail pour les dix années suivantes...

Derrière ces discours, la réalité consiste en pressions permanentes pour accélérer la cadence au mépris des risques d'accidents, pour éviter d'avoir à fournir les outils ou équipements nécessaires, pour faire travailler malgré les températures insupportables. Vider autant que possible l'usine de ses salariés semble être le fond de la politique de la direction, tant les brimades, voire les sanctions pleuvent à la moindre occasion, parfois même suivies de licenciements réalisés en catimini.

L'inquiétude est donc générale dans l'usine. Nombre de ceux qui étaient tentés de croire aux mensonges de la direction sont à présent confrontés à la vérité des prix. A la tête de Renault,



et même de l'usine de Flins, les patrons se gardent d'employer le mot « fermeture », tant ils craignent la réaction des premiers concernés, les 2 000 travailleuses et travailleurs dont l'emploi est menacé directement, ceux de la sous-traitance et les intérimaires.

Tous ces travailleurs ont enrichi Renault et ses actionnaires, tous ont fabriqué les confortables « résultats nets » dont les patrons s'enorgueillissent pour le premier semestre 2026, son « free cash flow » attendu

d'un milliard d'euros, et davantage encore les milliards accumulés toutes ces années. Renault peut et devra payer pour qu'aucun, aucune, ne se retrouve sans rien, sans revenu, avec ses traites, ses dettes et ses dépenses en hausse. En nombre sur le site, entourés de camarades subissant les mêmes menaces, chez Renault comme non loin de là chez Stellantis à Poissy, ils doivent prendre les choses en main pour défendre leur droit à l'existence.

Correspondant LO

ID Logistics – Cestas : les actionnaires n'ont pas froid aux yeux

ID Logistics est une entreprise française dont le chiffre d'affaires pour l'année 2025 s'élève à 3,7 milliards d'euros. Son site de Cestas, en Gironde, constitue la plateforme frais de Carrefour pour tout le Sud-Ouest.



Dans ce frigo géant où la température ne dépasse pas 1 °C, les travailleurs sont pilotés toute la journée par un ordinateur au travers d'un casque audio ; la journée de 10 heures n'y a rien d'exceptionnel.

L'exploitation forcée des salariés ne suffisant pas à la rapacité des actionnaires, ceux-ci sont prêts à prendre l'argent partout où ils le trouvent. Pour ne pas avoir à payer

les salaires d'une partie de ses intérimaires, la direction puise dans les aides aux entreprises destinées à la formation.

Parmi elles, le contrat CIPI vise à former des demandeurs d'emploi de longue durée pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires à une mission d'intérim de plusieurs mois pouvant aboutir à une embauche. Ces contrats, par le biais de l'agence d'intérim,

sont proposés à des travailleurs qui ne restent que pour l'été et à qui l'on fait remplir de faux justificatifs. Une fois sur site il n'y a pas la moindre trace de formation ! Les intérimaires effectuent exactement les mêmes tâches que leurs collègues, au même rythme. Et pour valider un module de « montée en compétences », les salariés doivent prendre sur leur temps personnel afin de remplir des questionnaires.

Ainsi, pendant plusieurs semaines, ID Logistics ne débourse pas un seul centime pour les salaires de ces employés, à qui elle demande toutefois d'accélérer les cadences et de réaliser leur quota de colis. Si, de leur côté, les travailleurs en fausse formation touchent leur salaire, ils sont lésés des indemnités de fin de mission données aux autres intérimaires.

Si prompts à parler de « coût du travail » de leurs employés, les patrons sont prêts, dès qu'ils le peuvent, à ne même pas payer les salaires, alors qu'ils s'enrichissent déjà de ce travail. De véritables parasites !

Correspondant LO

Tour Eiffel : colère salubre

Lundi 7 septembre, la tour Eiffel a fermé pour la journée : les travailleurs du site étaient en grève pour exprimer leur indignation après la décision d'écarter le personnel féminin durant une visite, le samedi précédent.

C'est la visite du monument par une délégation du BAPS, un groupe religieux proche du Premier ministre de l'Inde Modi, suprémaciste hindou et ultranationaliste, qui a entraîné la mise à l'écart des travailleuses. La délégation a en effet demandé une visite « limitant les interactions avec les femmes ». La direction, aux petits soins pour la clientèle, surtout quand il s'agit de dignitaires proches d'un gouvernement « ami de la France » et amateur de ses Rafale, s'est empressée de s'exécuter. Certaines travailleuses ont été priées de quitter leur poste et de se « cacher » dans les locaux de service, d'autres se sont vu refuser l'accès à la cantine. Un chef a accueilli une employée de boutique en lui disant « Tu ne devrais pas être là » !

Du côté des travailleurs, la réaction a été

unanime, aussi bien de la part des femmes que des hommes. Agentes et agents de sécurité, des boutiques, de la maintenance ou de l'accueil, toutes et tous ont été scandalisés par cette consigne et la CGT a aussitôt organisé une assemblée générale pour permettre à toutes et tous de cesser le travail et de se réunir sans attendre les cinq jours de préavis exigés en temps normal.

Interpellée, la responsable égalité hommes femmes du site a surtout regardé en l'air et minimisé l'affaire, semblant plus irritée par la réaction des travailleurs que par la consigne qui leur avait été donnée.

Embarrassée, la direction s'est excusée et a promis une enquête. Elle prétend que cette mesure ne vient pas d'elle et parle d'une initiative malheureuse. Les salariés ont repris mardi 8 septembre, contents d'avoir montré par leur grève que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas une formule creuse pour eux, contrairement à la direction.

Correspondant LO

Marionnaud : un parfum de grève

De nombreux magasins Marionnaud ont baissé baissé leur rideau samedi 5 septembre. Les salariées de Marionnaud exigent des garanties sur leur emploi, menacé par le projet de rachat de l'enseigne par un autre groupe de parfumerie.

Marionnaud est depuis 2005 la propriété du groupe chinois CK Hutchinson, basé à Hong Kong. Début juillet, les 2 400 salariés, dont 150 travaillent au siège et qui sont majoritairement des femmes, ont appris que des négociations pour la cession de l'enseigne étaient en cours avec le groupe français Bogart. Et, à cette occasion, elles ont appris son intention de fermer 110 magasins sur les 377 implantés

en France et de supprimer 800 emplois.

Les travailleuses, soit 98 % des effectifs des magasins, ne craignent pas seulement pour leur emploi. Elles dénoncent également leurs salaires maintenus au niveau du smic, même après trente ans d'ancienneté. Elles revendiquent aussi le maintien de la prime liée aux objectifs de vente, qui représente

l'équivalent d'un quatorzième mois, et que le patron veut supprimer.

Mercredi 2 septembre, un premier mouvement de grève a rassemblé dans un certain nombre de villes les salariées en colère. Suite à ce qui a été ressenti comme un succès, les syndicats ont appelé samedi 5 septembre à baisser une nouvelle fois le rideau des magasins « une journée, un

après-midi, ou une heure ou deux » suivant les situations locales. Toutes les villes ont été touchées : quatorze magasins fermés sur vingt dans l'agglomération lyonnaise, trois sur cinq à Toulouse...

Le repreneur veut garantir ses futurs profits. Les travailleuses de Marionnaud exigent, avec raison, des garanties sur leur emploi.

Philippe Logier

Industries électriques et gazières : pas touche au tarif agent !

Mi-juillet, la Cour des comptes publiait un rapport dénonçant « l'avantage en nature énergie » (ANE), appelé couramment le tarif agent, qui représenterait un « coût démesuré ».



Une manifestation des grévistes de Cattenom à Metz en 2022.

Ce tarif agent concerne les salariés et retraités des industries électriques et gazières, depuis leur nationalisation en 1946. Il touche aujourd'hui 300 000 personnes et leur permet de payer moins cher l'énergie qu'ils utilisent à leur domicile. Selon le rapport de la Cour des comptes, le tarif agent représente, en moyenne, un coût de 381 millions par an entre 2018 et 2024. Ce coût est-il démesuré ? En tout cas, il est bien moins élevé que la facture de l'EPR de Flamanville dont le prix initial était estimé à 3,3 milliards d'euros et qui a atteint plus de 23 milliards d'euros ! Bien moins élevé aussi que la facture du nouveau programme de six

réacteurs EPR2 évaluée à 72,8 milliards d'euros.

En fait, le rapport de la Cour des comptes est un moyen pour le gouvernement et le patronat des IEG de s'en prendre aux salariés. La Cour des comptes recommande d'ailleurs en particulier à EDF de « limiter les revalorisations salariales annuelles » et de tenir compte « de la situation et des perspectives économiques et financières de l'entreprise ». Autrement dit, elle doit privilégier les profits par rapport aux salaires !

Consciente de l'émotion suscitée chez les salariés, l'intersyndicale CGT-CGC-CFDT-FO a appelé à une journée de grève mardi 15 septembre en la préparant par

des assemblées générales. À la centrale nucléaire de Cattenom, en Moselle, par exemple, l'assemblée a réuni 150 personnes. La colère des travailleurs était perceptible contre cette attaque qui les présente comme des privilégiés.

Tous les salariés des IEG sont dans le viseur du patronat et du gouvernement, qui est le vrai patron d'EDF, dont l'État est l'actionnaire à 100 %. Par un bout ou par un autre, ils s'attaquent aux salaires, retraites et conditions de vie et de travail. Il faudra que la mobilisation dépasse une simple journée pour empêcher les mauvais coups.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Yémen : onze ans de guerre

La guerre entre l'Arabie saoudite et les Houthis alliés de l'Iran, qui avait pris fin en 2022, a repris. Le Yémen est de nouveau sous les bombes.

L'Arabie saoudite, au bout de huit années de guerre, avait échoué à vaincre les Houthis, parvenus au pouvoir à la faveur du Printemps arabe en 2011, en opposition au gouvernement qu'elle et ses alliés impérialistes soutenaient. Depuis, les Houthis n'ont cessé de les défier. Au début de la guerre menée par Netanyahu contre Gaza, ils ont mené des attaques contre les navires israéliens et américains en mer Rouge pour affirmer leur soutien aux Palestiniens, perturbant le commerce international qui utilise ce passage. Soutenus et armés, au moins en partie, par le régime iranien, ils gênent d'autant plus les dirigeants américains et leur allié saoudien dans le contexte de la guerre contre l'Iran.

Fin juillet, le « cessez-le-feu » a donc de fait volé en éclats après les bombardements de l'armée saoudienne sur le Yémen,

entraînant la réaction des Houthis. Ceux-ci ont menacé le sud de l'Arabie saoudite et envoyé des drones et des missiles contre des sites du géant pétrolier Aramco. Depuis, le conflit s'est encore intensifié. Début septembre, le régime saoudien a de nouveau bombardé le Yémen à plusieurs reprises, touchant par exemple la prison d'al-Hazm, située dans la province de Jawf frontalière de l'Arabie saoudite, et faisant onze morts. Le régime de Mohamed Ben Salman tente également de s'appuyer sur des milices qui le soutiennent. Du matériel militaire a ainsi été acheminé le 7 septembre depuis l'Arabie saoudite vers le camp militaire d'Al-Wadiah, dans la province de l'Hadramaout, située au sud du Yémen. Il s'agit de tenter d'empêcher les Houthis de contrôler les zones bordant le détroit de Bab-el-Mandeb, qui ferme la mer Rouge et ainsi relie l'Europe à l'Asie via le canal

de Suez. Le passage par ce détroit inquiète au moins autant les pétroliers que celui par le détroit d'Ormuz, de l'autre côté de la péninsule arabique. On l'a vu avec la réaction des marchés pétroliers, le prix du baril de Brent s'étant rapproché à nouveau de la barre des 100 dollars.

L'intensification du conflit au Yémen aggrave encore la situation du peuple yéménite, pourtant déjà catastrophique depuis la précédente guerre. Il y aurait de nouveau des milliers de déplacés, au moins 20 000 selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui ajoute que les « familles déplacées ont un besoin urgent d'aide financière, d'abris d'urgence, d'articles ménagers essentiels et de nourriture ».

C'est une catastrophe de plus qui s'abat sur le peuple yéménite, qui paie lui aussi le prix de la domination impérialiste sur le Moyen-Orient.

Aline Retesse

Naufrage dans la Manche : les grands absents du procès

Quatorze personnes sont jugées à partir du 8 septembre par le tribunal correctionnel de Paris pour homicides involontaires et aide au séjour irrégulier en bande organisée.

Il leur est reproché d'avoir organisé une traversée vers la Grande-Bretagne en novembre 2021. Mais tous les fautifs sont loin d'être présents. L'embarcation avait fait naufrage, ce qui aurait causé la mort de 31 personnes. Seuls deux hommes, un Somalien et un Irakien, ont survécu à la catastrophe dans laquelle les victimes, âgées de 7 à 46 ans, étaient majoritairement kurdes irakiennes, mais aussi afghanes,

éthiopiennes, égyptiennes.

« Il y a de grands absents dans ce procès », a déclaré Me Emmanuel Daoud, l'avocat d'une des parties civiles. L'un des deux survivants Mohammed Shekha Ahmad, un Irakien, a en effet raconté les appels désespérés passés aux garde-côtes français et anglais. « Nous avons dit aux garde-côtes français que le moteur avait cessé de fonctionner et nous leur avons envoyé notre localisation [...] Ils nous ont répondu qu'ils

ne pouvaient pas nous aider car nous étions dans les eaux britanniques et qu'on devait joindre la Grande-Bretagne. On a alors appelé les Anglais, mais ils nous ont dit de contacter les Français. »

Les cinq militaires français, appartenant au Centre régional de surveillance et sauvetage (Cross), et deux marins d'un patrouilleur sont inculpés depuis 2023 pour non-assistance aux naufragés. Cette procédure est disjointe du procès qui a commencé le 8 septembre. Qu'elle fasse l'objet d'un autre procès, est « espéré et fermement attendu par l'ensemble des victimes », selon Me Matthieu Chirez, un autre représentant des 113 parties civiles, tel ce père d'origine kurde qui a perdu sa mère, ses deux sœurs et son fils dans ce naufrage du 24 novembre 2021.

Mais ce drame est aussi, et surtout, la conséquence de la politique de fermeture des frontières, décidée et organisée en toute connaissance de cause, par les dirigeants européens, qui, eux, ne seront pas sur le banc des accusés.

A. R.



IPM-GRAPHICS

Pompiers : une colère justifiée

Le 8 septembre, les pompiers professionnels, et la quasi-totalité de leurs syndicats, ont commencé une mobilisation qui devrait durer plus de six semaines jusqu'à l'ouverture du débat sur le budget.

Pendant la période des incendies, en particulier en Gironde, dans les Landes et le Var, la pénurie en hommes, en matériel au sol ou dans les airs a été dramatique. Il a fallu l'aide de la population, ne serait-ce que pour remplir les citernes, fournir aux pompiers une aide en nourriture, en espaces pour un repos même bref, dans la mesure du possible. Le gouvernement et les médias ont ensuite orchestré une campagne de louanges qui a ulcéré bon nombre de pompiers. Les qualifier de héros ne leur fait pas oublier le manque de masques, de cagoules efficaces, de vêtements adaptés, de véhicules sécurisés, les risques qu'ils

courent et la perte de leurs collègues.

Les pompiers réclament à l'État une augmentation du budget des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), pour l'instant insuffisant et assuré pour l'essentiel par les collectivités locales. Ils exigent des crédits à la hauteur du nombre d'interventions, qu'ils réalisent chaque année, et qui ont été de presque 5 millions en 2025. Ils veulent l'embauche de plus de 20 000 pompiers, du matériel moderne et efficace et un véritable suivi médical.

Les pompiers tiennent à donner le maximum d'échos à leur mouvement, organisent des actions à Paris les 27 et 28 septembre et appellent à une manifestation le 29 septembre. Ils méritent le soutien de toute la population.

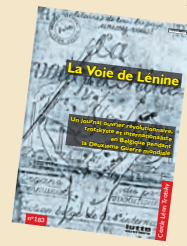
Sylvie Maréchal



Brochures du Cercle Léon Trotsky

La Voie de Lénine

Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cercle Léon Trotsky n°183



Deux brochures sur le mouvement ouvrier de Corée du Sud

Textes de militants sud-coréens, sur les événements des années 1980. Cercle Léon Trotsky n°184



Prix 3 euros par brochure. Envoi contre cinq timbres postaux.